

Manœuvres antimilitaristes « Tramontane 95 », à l'initiative des groupes FA du Gard et de l'Hérault

• Conférence publique : « L'antimilitarisme aujourd'hui », vendredi 15 septembre, 20 h 30, Salle Auditorium, Centre Pablo-Neruda, NÎMES.

• Manifestation antimilitariste, mardi 19 septembre, 18 h 15, place de l'Horloge, NÎMES.

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

7 AU 13 SEPTEMBRE 1995

N° 1007

10,00 F

NON À LA MENACE NUCLÉAIRE

CHIRAC, à peine installé dans ses meubles, aura donné sa marque personnelle aux arguments utilisés pour favoriser les échanges internationaux. La force de frappe nucléaire est ainsi confortée comme outil de négociation majeur de la diplomatie française.

Il est vrai que Mitterrand, un faux-cul qui aura autorisé le plus d'essais nucléaires et décrété leur suspension au moment impertun, a contraint Chirac à prendre une décision dans les pires conditions, en pleine commémoration du cinquantième anniversaire d'Hiroshima et Nagasaki. De plus, l'échéance de 1996 à propos de la signature d'un traité de non-prolifération imposait à Chirac le choix entre un abandon définitif des essais ou leur accélération, pour répondre aux « besoins » du lobby militariste. En l'occurrence, Chirac a choisi la version moderne de la politique de la canonnrière, si chère aux colonisateurs du XIX^e siècle.

Le plus important dans cette décision est que cela perpétue la volonté de continuer à développer des systèmes de destruction massive, avec ou sans « essais », grâce à l'apport des techniques de recherche informatisée et autres engins au laser.

Autrement dit, il est non seulement possible aujourd'hui de signer un traité de non-prolifération mais c'est même indispensable si l'Etat français veut conserver sa place dans la structure des rapports de forces mondiaux.

En effet, si, dans le passé, l'armée a été utilisée pour appuyer le développement du capitalisme français en lui procurant des matières premières à bon compte dans les colonies, la fonction actuelle

« Chirac a choisi la version moderne de la politique de la canonnrière... »

de cette armée est aussi de lui assurer des marchés mondiaux en échange d'une « protection » garantie par l'arme nucléaire.

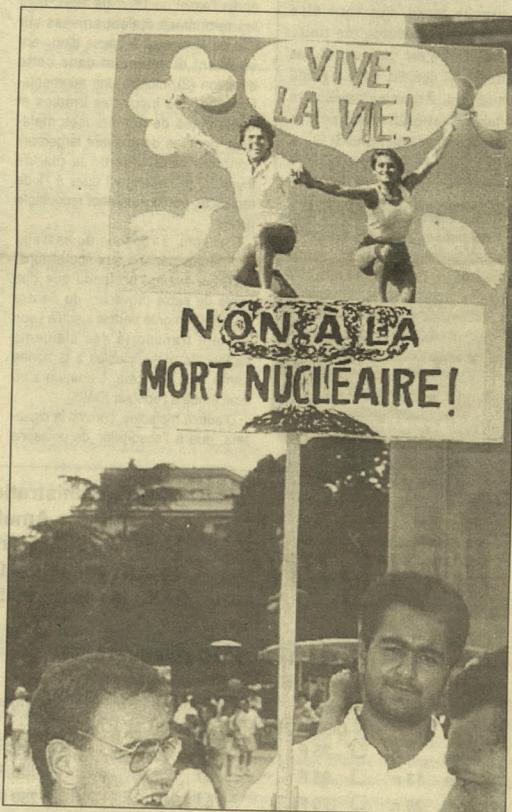
Il est indéniable qu'avoir un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU procure quelques avantages qui permettent de freiner, pour le moment, la montée en puissance de l'Allemagne et du Japon. Ces deux Etats, après avoir fait amende

honorables de leurs « erreurs » passées, font de plus en plus pression pour obtenir une reconnaissance et une place dans la politique internationale, à la mesure de leur réel poids économique.

Dans ce petit jeu, chacun sait que la France n'est qu'une puissance dite moyenne, qui se maintient à bout de bras dans la cour des grands. Il est évident que le développement de l'arme nucléaire permet de geler la situation pour un certain temps. Il faut remarquer que les autres puissances nucléaires officielles appuient plus ou moins discrètement le maintien de ce *statu quo* très profitable à leurs économies et à leurs influences géopolitiques.

Dans cette perspective, il est plus facile de comprendre la sincérité des grimaces du Japon et de l'Allemagne, qui font la gueule à Chirac. Cela éclaire aussi les motivations profondes des protestations indignées de l'Etat australien qui dénonce avec force la reprise des essais nucléaires parce que son aspiration à être une puissance régionale dans le Pacifique est quelque peu malmenée par cette

(suite p. 3)



Paris, été 1995 : rassemblement au Trocadéro. Photo Daniel Mauroury.

Le monde vivant et les essais nucléaires

La fission nucléaire, utilisée dans les bombes atomiques et dans les centrales électriques, produite, à partir d'un matériau radioactif adapté — l'uranium ou le plutonium, par exemple — de l'énergie, instantanément utilisée dans le premier cas, maîtrisée dans le second, ainsi que de nouveaux radioéléments.

Les conséquences pour l'environnement et la santé des essais nucléaires peuvent donc provenir d'une part du choc de l'explosion et d'autre part de la dissémination de produits radioactifs.

Les militaires disent contenir ces chocs et nient soit qu'il y ait contamination, soit les conséquences que celle-ci peut avoir. Insensé !

Après le passage sur Arte du film *Moruroa le Grand Secret*, fin 1993, Paul Mercieca, député communiste du Val-de-Marne, déposa une demande de commission d'enquête sur les essais nucléaires à Moruroa et leurs répercussions sur les êtres humains et l'écosystème de l'atoll. Sa demande fut largement rejetée par la Commission de la Défense de

l'Assemblée nationale le 13 avril 1994 (RPR et UDF contre, abstention du PS). C'est donc unanimement que le peuple français, par l'intermédiaire de ses représentants démocratiquement élus, refuse de savoir si oui ou non les essais faits au nom de son indépendance nationale ont des conséquences sur le monde vivant.

Aucune coïncidence dans ce refus, on sait que l'atoll de Moruroa a été fragilisé par les explosions ; une photo du rapport Cousteau montre nettement une fissure (Cousteau père, qui, depuis, a changé son fusil d'épaule et

renie ses propres études). Un atoll est fragile et petit, tout à fait inadapté à des essais, et c'est pourquoi les Américains n'en ont jamais utilisé pour des essais souterrains. C'est également la raison pour laquelle Moruroa, risquant de se briser, dut être abandonné aux dépens d'un atoll voisin, Fangataufa.

Grâce à une mission de Greenpeace en 1991, on a pu savoir que le plancton était contaminé en césium 134, radionucléide artificiel formé uniquement pendant la fission

(suite p. 2)

LA SOUSCRIPTION
POUR DE NOUVEAUX
LOCAUX RL/ML
CONTINUE

(chèque à l'ordre de DMC)

Liste des souscripteurs
(juin, juillet et août)
en page 4

T 2137 - 1007 - 10,00 F



F°P 25 20

Le monde vivant et les essais nucléaires

(suite de la « une »)

nucléaire et d'une demi vie égale à deux ans (1). Des fuites avaient donc bien eu lieu, qu'elles aient été dues à une fragilisation de l'atoll ou à un autre problème de sécurité. Et si les essais n'ont posé aucun problème, pourquoi, lors de la proposition de Régis Debray au début des années 80 aux gouvernements néo-zélandais et

australien d'une mission indépendante, préconisée par Mitterrand alors président de la République, a-t-il exigé qu'aucun géologue ne vienne sur l'atoll, que les scientifiques n'y séjournent qu'un jour et une nuit et qu'ils ne prélèvent pas d'échantillons pour des analyses ultérieures ? Pourquoi a-t-il refusé la venue de médecins pour une enquête sur la santé générale en Polynésie ?

Petite histoire d'un nom propre : Moruroa

Moruroa vient de *moru*, qui signifie « filet, nasse, piège à poissons » et *roa* un adjectif qui signifie « long, étendu ». Mais un militaire du Centre d'études du Pacifique a confondu avec un autre mot proche *moru*, qui veut dire « secret ». Moruroa (de toute manière, c'est un « o » et pas un « u ») devient donc « grand secret ». Argument militaire dorénavant utilisé pour ne rien dévoiler à ce sujet (Da93).

« Microclimat » revient bientôt sur Radio Libertaire Ile-de-France (89.4) (Pas de jour et d'horaires connus. La nouvelle grille des programmes étant en cours d'élaboration)

On y parlera beaucoup de nucléaire, mais pas seulement !

Vous pouvez écrire, faire des suggestions à :

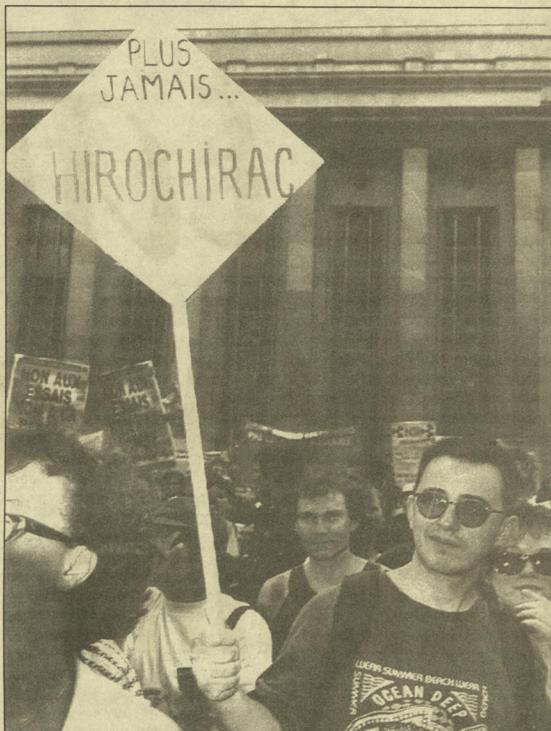
« Microclimat »
c/o Radio Libertaire,
145, rue Amélot, 75011 Paris.

Des conséquences de la contamination

On a quelques données sur les essais américains sur les îles Marshall. Les conséquences détectées sont diverses : problèmes génétiques, nombre anormalement élevé de fausses couches, malformations et problèmes de cancers ou de leucémie, entre autres. Une étude épidémiologique, faite environ 20 ans après l'essai du 1^{er} mars 1954, dont les retombées étaient arrivées sur l'île de Rongelap à cause d'un vent soufflant directement dans cette direction (2), montra une augmentation chez les insulaires irradiés et contaminés de nombreuses maladies, dont les dorénavant largement connues affections de la glande thyroïde, probablement dues à l'iode radioactif, particulièrement redoutable (Be88).

D'ailleurs, à l'époque du passage des essais aériens aux souterrains, certains avaient prétendu que des vents de sable provenant du Sahara et ayant remonté parfois jusqu'à Lyon avaient transporté des éléments radioactifs préjudiciables à la bonne santé des Français. L'opinion s'en était émue à l'époque (Da95).

D'autres maladies, comme la ciguatera, due à l'absorption de poissons



Paris, été 1995 : rassemblement au Trocadéro. Photo Daniel Maurouy.

qui se sont nourris d'algues toxiques suite aux essais, sont concentrées en Polynésie française et aux îles Marshall, deux sites où furent effectués des essais aériens.

Contamination plutonifère

A Moruroa, un essai raté avait répandu près de 20 kg de plutonium sur l'atoll, qui fut fixé avec du goudron (3). Mais après les cyclones du début des années 80, il fallut le récupérer à la petite cuillère. Les ouragans avaient arraché le goudron et dispersé le plutonium dans le lagon et jusque sur les plages (Da95).

Comment se fier aux références dont Chirac se sert pour justifier l'innocuité des essais, puisque le rapport annuel sur la surveillance de l'environnement et le bilan radiologique communiqué aux élus de la Polynésie et au Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des rayonnements ionisants sont

effectués par le Commissariat à l'Energie atomique (CEA) et la Direction des centres d'expérimentation nucléaires (DIRCEN), juges et parties ? Les mesures de radioactivité et de contamination dues aux retombées n'y sont signalées qu'à des distances minima de 1 000 kilomètres et sur un petit nombre d'échantillons (Da95).

On a vu aussi s'appuyer sur la mission Atkinson, qui n'aurait rien découvert d'anormal sur les cancers en Polynésie. Mais celle-ci n'a pu travailler qu'à partir de données de la DIRCEN ! On lui a refusé toute quête de données personnelles, prélèvement ou suivi des habitants, ainsi que les données existantes sur les personnels civils et militaires ayant séjourné sur les atolls nucléaires, opposant sans cesse le secret militaire (Da95). En 1989, Cousteau se plaignait : « A la suite de notre enquête sur Mururoa, nous avons obtenu la promesse que les données scientifiques — biologiques, géologiques, géographiques — seraient enfin dégagées du tampon secret et publiées. Nous attendons encore. Pourquoi ces falsifications, ces retards, ces censures ? » (in Da95).

Et les déchets radioactifs ?

En ce qui concerne ceux de haute activité, ils auraient été descendus dans des puits forés spécialement sur l'atoll. Quand on voit les problèmes qui se posent en France métropolitaine pour vitrifier ces déchets et trouver des lieux adéquats pour ces « laboratoires d'études », on est en droit de douter sérieusement de la qualité et de la sécurité avec laquelle ce travail fut fait en Polynésie. Quant aux déchets de plus faible activité, toutes les suppositions sont permises : brûlés, jetés dans l'eau... ?

On peut accumuler les témoignages de Polynésiens, ceux qui osent dépasser leur peur : les visites médicales, les amis morts, les familles touchées (Gr90).

Rien à attendre du ministre de l'Environnement

Peu d'espoirs sont permis du côté du ministère de l'Environnement : « Il n'y a pas d'augmentation de la radioactivité dans l'eau », a déclaré Corinne Lepage, le 31 juillet 1995, sur Europe 1. A partir de quels prélèvements ? De quels rapports ? Plus juriste que scientifique, il semble que la transmission des produits radioactifs dans la chaîne alimentaire, avec effet de concentration — c'est pour cette raison que l'on prélève du plancton dans des endroits adéquats — lui ait totalement échappé.

Les conséquences des essais sur la santé des populations et sur l'environnement ne sont pas contestables. Si elle l'était, les autorités françaises autoriseraient des missions indépendantes françaises, étrangères et internationales à faire des études ; elles libéreraient les dossiers médicaux qu'elles détiennent ; elles expliqueraient pourquoi elles n'ont pas de registres de cancers en Polynésie depuis le début des essais.

Et discuter des conséquences spécifiques des essais qui se préparent pour la rentrée 1995, qu'il y en ait un ou huit, ne sert qu'à noyer le poisson pour ne pas parler des conséquences réelles, sanitaires et économiques, présentes et à venir, au Sahara et en Polynésie, de tout ce qui a déjà été fait et dont il nous faut assumer les conséquences.

PERLINE

Notes

(1) Cela signifie que la quantité de produit considéré perd la moitié de son activité dans ce laps de temps.

(2) Que les militaires disent n'avoir pas su mais que les météorologues de l'île de Rongelap disent avoir signalé.

(3) La contamination, c'est la dispersion d'un produit radioactif. Les poussières pouvant s'élever. Et pour éviter une plus large contamination, les militaires avaient choisi de le fixer sur place, l'empêchant de se disséminer, mais ne la neutralisant pas.

Références

• Be88 : Rosalie Bertell, *Sans danger immédiat ?*, éditions de La Plaine Lune, Québec 1988 (édition anglaise originale, 1985).

• Da93 : Bengt et Marie-Thérèse Danielsson, *Moruroa notre bombe coloniale*, éditions de L'Hamattan.

• Da94 : *Damoclès n° 60*, Mary Davis et Bruno Barillot, *Les pollutions explosives de la DAM*.

• Da95 : *Damoclès n° 65*, Bruno Barillot, *Essais nucléaires. Les contrevenants officiels*.

• Gr90 : Greenpeace, *Damoclès. Témoignages. Essais nucléaires français : des Polynésiens prennent la parole*.

Rédaction-Administration

145, rue Amélot

75011 Paris.

Tél. : (1) 48.05.34.08.

FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° <input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n° <input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n° <input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n° <input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n°(inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :

145, rue Amélot, 75011 Paris

Directeur de publication :

André Devriendt

Commission paritaire n°55 635

Imprimerie : La Vigie,

24, rue Léon-Rogé,

76200 Dieppe.

Dépôt légal 44 145

1^{er} trimestre 1977

Routage 205 — La Vigie

Diffusion SAEM

Transport Presse

GARD/HÉRAULT

De Moruroa à Mistral 95... toujours la guerre

IMAGINEZ UN PAYS « Vert », quelque part dans le monde, où une crise économique et politique sème le trouble et l'instabilité et ravive aussi la convoitise du pays « Marron », voisin intéressé par un accès à la mer. A cette fin, des éléments déstabilisateurs sont envoyés dans le pays « Vert ».

Tout ceci sous le regard inquiet d'autres pays voisins, attachés à la stabilité de leurs frontières, et qui décident une intervention humanitaire et militaire sous l'égide de la communauté internationale. Ce mauvais scénario sert de canevas aux manœuvres militaires *Mistral 95*.

Avec 12 000 hommes, une centaine d'hélicoptères, autant d'avions et de blindés, quarante navires... nos militaires vont pouvoir s'amuser. Béziers verra son aéroport investi ; Sète et Frontignan leurs plages envahies lors d'un débarquement et Nîmes sera la capitale du pays « Rose ».

Des officiers français, espagnols et italiens dirigeront ces manœuvres (« qui ne véhiculent aucun thème géopolitique », selon les responsables) et commanderont des soldats de toutes la communauté européenne occidentale et de l'OTAN.

Comme ces barbares et leurs engins de mort ont l'intention d'envahir les départements de

l'Hérault et du Gard, les libéraux ont décidé de réagir à leur tour.

Les manœuvres antimilitaristes Tramontane 95

Le militant(e)s de la Fédération anarchiste des deux départements concernés ont mis en place une campagne : *Tramontane 95*.

Notre objectif est d'abord de dire que nous ne supporterons pas que les militaires sortent de leurs casernes pour investir nos lieux de vie : villages et villes, plages, routes... Car nous avons la nette sensation de servir de sujets vivants au décor d'un immense parc d'attractions pour militaires en goguette.

Ensuite, le scénario qui sert de trame à *Mistral 95* soulève notre réaction : on y parle bien de troubles intérieurs semant le chaos, ce qui justifie l'intervention militaire. On y parle de pays voisin envoyant une « cinquième colonne ». Pour les révolutionnaires que nous sommes, nous opposer à ces manœuvres, c'est refuser que les mouvements sociaux (insurrectionnels ou pas) soient subordonnés au consentement de l'armée et des Etats. Et que les militant(e)s soient assimilé(e)s — vieille lune des possédants — à des agents manipulés.

On comprend bien là le rôle fondamental de l'armée : protéger l'Etat et ses institutions, le capital et ses valets de toute remise en

cause d'une domination basée sur l'inégalité et l'exploitation. Car les armées sont une pièce essentielle du rouage capitaliste, de son maintien et de sa force (1). Même si, aujourd'hui, les guerres qui se livrent sur la planète ne sont plus seulement menées par des militaires puisqu'il est d'autres champs de batailles — économiques — tout aussi meurtriers.

Face à la banalisation du militarisme et de ses valeurs (autoritarisme, sexisme, nationalisme, soumission...), nous entendons bien opposer la voix de ceux qui ne supportent pas les guerres et leurs cruautés, la répression (700 réfractaires en prison en France, et combien dans le monde ?), l'opposition entre les peuples, la puissance du lobby militaire-industriel, le maintien d'un armement nucléaire avec son cortège d'essais...

Les anarchistes savent bien qu'il ne peut y avoir d'émancipation sociale sans lutte contre l'armée et l'Etat. Nous savons aussi que les luttes antimilitaristes se doublent d'une nécessaire solidarité internationale avec les peuples qui subissent les armées de leur pays : Chiapas, ex-Yougoslavie, Irak... C'est tout cela que nous dirons au cours des manœuvres antimilitaristes *Tramontane 95*.

DANIEL et MICHEL
(gr. du Gard)

(1) Faut-il rappeler que les lois Pasqua autorisent la police à avoir recours à l'armée pour « rétablir l'ordre » dans la rue ?

« 1895 - 1985 : cent ans de presse libertaire »

En novembre, notre titre fêtera son centième anniversaire. A cette occasion, il nous semble intéressant de marquer l'événement de façon spectaculaire.

Outre la sortie d'un numéro en couleur de 20 pages, se dérouleront pendant deux jours (les 11 et 12 novembre) des rencontres-débats retransmis en direct sur Radio Libertaire, sur le thème de la presse antimilitariste (cela ne pouvait mieux tomber), avec la participation de titres parisiens (les noms sont encore « secret défense »), des projections vidéos, des expositions (affiches antimilitaristes, presse contre la guerre et l'armée, d'affiches de la presse du mouvement libertaire), un colloque sur le thème de la presse anarchiste francophone depuis les origines et un gala avec la participation d'artistes amis du ML. Programme détaillé dans de prochains numéros !

Nous voulons surtout faire de ces deux jours une grande fête pour tous nos lecteurs. Pour nous aider à organiser les choses d'une façon satisfaisante (location de salles adéquates...), nous vous demandons de bien vouloir remplir le bulletin ci-joint (mini-sondage) et de nous le retourner rapidement à : « 1895-1995 : cent ans de presse libertaire » c/o Publico, 145, rue Melot, 75011 Paris.

Je pense/nous pensons participer à cette fête :

— pour une journée : le novembre. Nombre de personnes :

— pour les deux jours (11 et 12 novembre). Nombre de personnes :

(suite de la « une »)

« présence » par trop voyante de l'Etat français.

Il va de soi que les anarchistes sont concients de ces luttes de pouvoir et qu'ils ne sauraient s'y associer. Pour nous, la reprise des essais nucléaires ne peut être perçue que comme une provocation envers les aspirations des populations à vivre en toute liberté.

A coup sûr, cette menace nucléaire ne peut qu'être un moyen d'imposer, avec plus de force encore, des pouvoirs politiques à la botte de l'Etat et du capital français, ici et ailleurs. Nous en avons vu les conséquences dramatiques au Rwanda et plus sournoisement dans le type de rapports économiques

entretenus à Papeete, en Kanaky, au Tchad ou au Zaïre...

Simultanément aux risques écologiques que fait peser le nucléaire, civil ou militaire, la Fédération anarchiste dénonce le chantage politique que l'Etat français exerce par la reprise des essais nucléaires.

BERNARD
(gr. Déjacque - Lyon)

Chaque lendemain d'essai nucléaire, une manifestation aura lieu à Paris, à 18 h, sur la place de la Bastille.

A l'appel de nombreuses organisations, dont la FA.

QUIMPERLÉ

A l'ouest du nouveau

Le 3 juillet, 300 personnes défilaient à Quimperlé pour protester contre la reprise des essais nucléaires et pour la paix. Un mois plus tard, elles étaient 600, dans une ambiance festive et militante (tables de presse, dont celle du groupe libertaire Francisco-Ferrer), à réitérer leurs protestations.

L'association ATOLL, née spontanément de la volonté de quelques individus hors des sentiers politiques, peut se féliciter d'un beau succès qu'il faudra confirmer le samedi 9 septembre, lors de la manifestation à laquelle le groupe libertaire Francisco-Ferrer participera.

Rassemblement à Quimperlé, place Saint-Michel, à 18 h.

Groupe libertaire Francisco-Ferrer
(Cité Allende, B 19, 56100 Lorient)

TOULON

Face au fascisme, gérons la ville nous-mêmes !

Depuis plusieurs années, les anarchistes tentaient d'informer la population que l'extrême droite était au seuil du pouvoir.

Le contexte toulonnais (poids de l'armée, nostalgiques de l'OAS...) a beau être favorable à une dérive réactionnaire, il ne saurait être la seule explication. Si la prise de la mairie par le « F. Haine » est un repli sur les valeurs les plus nauséabondes, passées et démagogiques qui soient à qui la faute, si ce n'est à ceux qui — droite et gauche confondues — l'ont crédibilisé (les soit-disant bonnes questions posées par le FN, la politique de Pasqua, l'utilisation des immigrés comme boucs émissaires, l'accès de Le Pen aux médias par calculs machiavéliques de Mitterrand...) et ont mis en place le terrain propice à la pénétration de ses idées.

Les méfaits du capitalisme (écarts toujours plus grands entre riches et pauvres, chômage, etc., et le légitime désarroi qui en découle) acceptés et gérés par les politiciens ont été le terreau, ou plutôt le fumier, où les idées d'exclusion ont pu se développer. Plutôt que de remettre en cause ce système, et de scier la branche sur laquelle ils sont assis, les politiciens ont préféré désigner les immigrés comme responsables de tous les maux. C'était préparer le terrain à l'extrême droite.

Quant au système de représentation des habitants, il a depuis longtemps montré ses limites : les conseillers municipaux, maire inclus (pour en rester au niveau de la ville), n'agissent que pour leur propre intérêt et celui de leurs proches (par proches, nous entendons famille mais aussi clan politique et classe sociale, systématiquement, la bourgeoisie). Et comment pourrait-il en être autrement ? Lorsqu'on accepte un système centraliste qui ne tient aucun compte des aspirations des habitants (comment le pourrait-il, étant si éloigné de nos problèmes), lorsqu'on donne des chèques en blanc (le contenu des mandats des élus), lorsqu'on se prive de toute possibilité de contrôle (une fois élu, un conseil municipal n'a aucun compte à rendre pendant 6 ans), on peut s'attendre à ce que les élus n'en fassent qu'à leur tête, sans tenir compte de la volonté des habitants et en allant bien souvent contre leurs intérêts, que cela se fasse au grand jour, comme sous Arreckx et Trucy, ou d'une manière plus larvée (voir les nombreuses magouilles faisant la « une » de la presse longtemps après, et qui ne sont que la partie visible de l'iceberg). Les taux d'abstention particulièrement élevés montrent que de nombreuses personnes ne sont plus dupes de cette situation.

Nous appelons toutes les personnes qui, comme nous, ne peuvent accepter que Toulon devienne synonyme d'apartheid et qui ne veulent pas pour autant de retour aux affaires des responsables du désastre à nous contacter, afin de mettre en place une réflexion et, pourquoi pas, une pratique de la gestion directe de notre ville.

Par gestion directe (ou autogestion), nous entendons la prise en charge de la ville par les habitants eux-mêmes, à travers des comités de quartier où les habitants, en assemblée générale, mandateraient leurs représentants, pour des durées limitées et des mandats précis. Ces mandatés (et non pas élus), devant rendre compte du déroulement de leur mandat, seraient révocables à tout moment en cas de non respect du mandat.

Ces comités de quartier se devant d'être, dans la situation présente, des pôles de résistance au fascisme, des lieux de solidarité avec les futures victimes de la municipalité et de sa milice assermentée.

COLLECTIF LIBERTAIRE « LA COMMUNE »

N.B. : « La Commune » : 2, rue F. de Pressensé (près de la place des Poissonneries, derrière la mairie), 83000 Toulon. Permanences : mercredi et samedi, de 15 h à 18 h. Téléphone (aux heures des permanences) : 94.91.26.80.

Cartes d'auditeurs et souscriptions nouveaux locaux RL/ML

JUIN 1995

- 100 F : Sylvain Coucharrière, M. et M^{me} Fernand Debieu, Wenceslas Derivaux, Michel Courtois, Michel Elizalde, Jérôme Fay, Ludovic Fédon, Cécile Guillemot, Jacques Grober, Jacques Heller, F. J., Gilbert Lebec, Joël Le Meur, M. et M^{me} Serge Livrozet, Geneviève Mallet, Eric Margery, Patrick Mulet, Jacqueline Pattyn, Olivier Pené, Paul Pitot, Yves Sicot, Josette Touzé.
- 150 F : Dominique Bouvier-Patron, Jean-Marc Gardes, Matthieu Salas.
- 200 F : anonyme, Jérôme Bauduffe, Marie-France Cordillot, Patrick Denis, Abdallah El Khorassani, Marguerite Emanuele, Georges Espanol, Robert Harreau, Yves Montélimard, Alexandre Reitzer, Juliette Rosebaum, Catherine Ténnequin, Jean-Charles Trébouet.
- 250 F : Dominique Marchais.
- 300 F : Aomar Makinon, Patricia Porée.
- 400 F : Olga Bondar, Francis Médeau.
- 500 F : Oria Munagorri, Régis Santon.
- 1 000 F : Philippe Septier. • 5 000 F : Martine Tournaux.
- 30 000 F : don anonyme (chèque librairie Publico).

Total : 43 900 F

JUILLET 1995

- 50 F : « Tarzan ».
- 100 F : Roger Barreau, Jean-Bernard Basse, Stéphane Bonnet, Gisèle Boullin, Dominique Bouvier-Patron, Annie et Alain Bruneteaux, Michel Charrioux, Jean Cluzel, Martine Coryn-Salhi, Aurélien Dauquet, Patrick Djian, Marie-Josée Dos Santos, Groupe FA de la Villette (Paris), Mouloud Hadjazi, Marcel Hamel, Michèle Garo, Fabrice Godard, Yolaine Guignat, Bruno Leclère, Marie-Pierre Lemouel, Eric Margely, Marie-Hélène Prié, Georgette Naxara, Agnès Pavlovski, Philippe Sanquinet, Jacqueline Saussier, Philippe Thissier, Louis Vitrac, Anthony Szymczyk.
- 130 F : Guy Cavalier. • 147 F : Antoine Garcia.
- 150 F : Jean-François Barou, Chandioux, François Spinner, Nicolas Zsvikov.
- 200 F : anonyme, Guislaine Drozdoff, M. et Mme Chalmin-Borez, Odile Favier, Jean-Pierre Fournier, Christine Gérard et Marc Vigouroux, Pierre Gillet, Marie-Christine Kervella, Simon Heckmann, Génia Klukowski, Patricia Porée, Marie-Lise Rey, Michel Sappia, Patrice Simon, Jacques Tallec, Pierre Toaldo.
- 250 F : Bernard Hennequin, Jaime Serra.
- 300 F : Afrique Partenaires Services, M. et M^{me} Fedele Borroz, Georges Bourgeois, Jeanne-Marie Gauthier, Didier Guillemot, Groupe FA Berneri (Paris), Groupe FA du 13^e arr. de Paris, Groupe des libres penseurs « Commune de Paris-André Lorulot » (Paris), M. et M^{me} Paul Heutching, Joël Le Meur, Claudie Lesselier, Nicolas Mezred, A. Piestre, Sandra Profili, Samuel Vieille-Girardet.
- 400 F : Groupe FA du Val-de-Loire.
- 500 F : Pierre Chapeyrou, Catherine Grenier, Groupe FA de Rouen, M. et M^{me} Jean-Marie Heinrich, Claude Rey, M. et M^{me} Lucien Schalk.
- 1000 F : Antoine Garcia, Michèle Roger-Morini, M. et M^{me} Septier.
- 1 500 F : Heidi Seray. • 2 000 F : anonyme. • 4 000 F : M. et Mme Jean-Pierre Rochard. • 10 000 F : Philippe Gourdon.

Total : 38 177 F

AOÛT 1995

- 100 F : Philippe Bourleaux, Gérard Chaouat, Renaud Contier, Frédéric Desse, Jean Dupuis, Olivier Fayel, Christian Moy, Patrice Richard.
- 160 F : Claude Nepper. • 200 F : Pierrette Bes, Jeanne Guizar, Philippe et Solveig Lehue, Didier Marousez, Michel Mesaize, Fabrice Robert. • 250 F : Pascale Laisne. • 300 F : Annie Gesset, Groupe FA Berneri (Paris).
- 1 000 F : association « Marché parisien de la création » - Mouton-Duvernert, F. J. • 2 000 F : C. R.

Total : 7 010 F

RENDEZ-VOUS

NICE

Le groupe FA tient ses permanences du mercredi et du samedi, de 15 h à 18 h, au siège de l'ADCL, 19, rue de Dijon, 06010 Nice (près de la gare principale).

SAINT-GEORGES-D'OLÉRON

Si vous habitez la Charente-Maritime, vous pouvez prendre contact avec le groupe Bakounine de la FA, en écrivant au 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron. Tél. : 46.76.73.10. FAX : 46.76.82.60.

STRASBOURG

En vue de la constitution d'un groupe FA, vous pouvez contacter la liaison existante, par le biais du groupe Ne Plus Subir, BP 58, 67260 Sarre-Union.

MARSEILLE

Le groupe FA John-Cage de Marseille a publié le n° 4 de *Kyé*, consacré au compositeur John Cage. 50 F. Chèque à DCC, 3, place de l'Hôtel-de-Ville, 13360 Roquevaire. En vente également à la librairie du Monde Libertaire.

AVORTEMENT, ESSAIS NUCLÉAIRES, SQUATT...

Un été chaud à Montpellier

LES ANNÉES où les vacances d'été signifiaient, pour le mouvement libertaire, inactivité et paix sociale sont peut-être bien révolues. Cela serait plutôt un bon présage ; le signe que nos luttes ont suffisamment d'écho pour maintenir une activité politique lorsque, paraît-il, la France est en vacances. Pas toute la France, puisqu'au début de la période estivale nous avons subi des attaques sournoises sur le droit à l'avortement, puis l'annonce de la reprise des essais nucléaires.

La relaxe obtenue par les membres d'un commando anti-IVG parisien a préparé l'opinion publique à une remise en cause du droit à l'avortement. La droïtisation des discours était manifeste : question sur la légitimité des commandos et des lois plaçant leurs actions dans l'illégalité, puis réflexion sur le statut de l'embryon. manifestement, il était nécessaire d'inverser ce processus. Nous avons donc essayé d'affirmer une résistance en utilisant les médias. Le dimanche qui suivit la relaxe, par une opération intitulée : « Vous occupez nos cliniques, nous occupons vos églises », nous perturbions la messe dans deux églises. Armés de pancartes et de préservatifs, nous ne dissocions pas ainsi la question de l'avortement de celle de la contraception. L'effet médiatique ne fut pas à la hauteur de nos espérances, puisque seul *Charlie Hebdo*, pour la presse nationale, *la Gazette* et *la Marseillaise*, pour la presse locale, s'en sont fait l'écho. Cependant, cela nous positionne dès à présent en pointe sur une lutte qui ne manquera probablement pas de s'élargir dans les mois à venir.

Après la résistance, reste maintenant à passer à l'offensive pour ne pas s'inscrire seulement dans le consensus politique de gauche. Nous ne pouvons nous satisfaire du *statu quo* en la matière ; supporter que les centres IVG soient les parents pauvres du

service hospitalier (réduction des budgets, pas de réel statut), accepter les nombreuses limitations que la loi de 1975 impose entre autres aux mineures et aux femmes étrangères. Un travail plus politique est actuellement à fournir si l'on veut voir naître une réelle mobilisation sur un terrain où un certain nombre de droits sont encore à arracher.

Un autre point fut le coup de force de Chirac. Face à l'annonce de la reprise des essais nucléaires français, le Collectif des Gens en Colère a ponctué l'été de ses rendez-vous : table de presse tous les samedis après-midi place de la Comédie,

« Vous occupez nos cliniques, nous occupons vos églises »

réunions publiques, affichages continus et cinq manifestations. Le 14 juillet, la banderole contre les essais a tenu à peine plus longtemps que celle de Greenpeace en Chine (en proportion sans doute au taux de démocratie), les deux interpellations pour « attroupement non autorisé » et « atteinte à la Défense nationale » (!) n'ont pas eu de suite judiciaire pour l'instant. Pour les cinquante ans du massacre d'Hiroshima, la marche silencieuse n'a rassemblé que 50 personnes. Il est à espérer que de prochaines manifestations auront plus d'envergure.

Seule force présente de façon continue contre tous les essais (réels et simulés) et tout l'armement atomique (donc dénonçant le traité de non-prolifération qui entérine le dictat des cinq pays nucléarisés), le Collectif des Gens en Colère (1) est ouvert à tous les individus en accord avec ses objectifs, en-dehors de toute tactique

politicienne du genre : attendre la première explosion pour manifester symboliquement derrière les incontournables partis dits « représentatifs ».

D'autre part, l'été 1995 restera marqué par l'expulsion des squatters de la Caisse régionale d'assurance maladie (bâtiment occupé depuis neuf mois) ; outre l'impact de cette expulsion radicale — la destruction a commencé alors que certains résidents étaient encore à l'intérieur du bâtiment — la réprobation profonde suscitée par l'attitude des pouvoirs publics se manifeste par une solidarité généreuse, surtout depuis l'ouverture d'un nouveau squatt (2), dans les immeubles du Ministère de l'Intérieur, sur le site du futur-ex-commissariat. Ce projet, déjà dénoncé par des habitants du quartier désirant ouvrir le parc existant au public, est fortement compromis. La pétition ouverte par les expulsés, appuyant les actions de réquisition par les SDF et les associations (concept d'un lieu de vie pluriculturel indispensable pour éviter les ghettos) a déjà recueilli des milliers de signatures.

Sans entrer dans des détails peu reusants, cette affaire confirme que la présence anarchiste est nécessaire, dans la lutte pour le logement et l'organisation collective des résidents, pour sortir du borbier médiatico-administratif. Pratiquement l'action directe par nécessité, les sans-logis seront porteurs d'un mouvement émancipateur s'ils acquièrent une conscience précise des causes de leur situation et des moyens pour y remédier. Ce travail en profondeur, hors caméras et leaders charismatiques, les anti-autoritaires, partout, doivent y participer.

BOB et STÉPHANE
(groupe de Montpellier)

(1) Collectif des Gens en Colère, 5, rue Jeanne-d'Arc, 34000 Montpellier.
(2) 24, avenue Georges-Clemenceau.

BILLET D'HUMEUR

Entrée des « soldats de la paix » dans les établissements scolaires

Après toutes les facilités accordées aux curetons, ces dernières années, et les clins d'œil aux entreprises, voilà que c'est au tour de l'armée de pointer son nez dans les écoles.

Déjà présents pendant les journées « portes ouvertes » ou autres forums des métiers (tuer, c'est un métier !) et à travers la prévention routière (gendarmérie), les militaires franchissent maintenant la porte des collèges en tant que « soldats de la paix ».

En effet, quelle n'a pas été ma surprise de voir débarquer dans mon bahut un adjudant-chef revenant de Bosnie, venu parler des gentils casques bleus qui font de l'humanitaire. Grand événement couvert par la presse locale !

Pour les anarchistes, la laïcité va bien plus loin que celle instaurée par Jules Ferry, cependant celle-ci recule à pas de géant.

Chevènement voulait la *Marseillaise* ; Bayrou augmente les heures d'éducation civique et l'armée entre par tous les moyens à l'école. Patriotisme, quand tu nous tiens !

CYRILLE
(gr. Berkman/collectif Louis-Lecoq - Poitiers)



PADOUE (Italie)
II^e Foire de l'Autogestion
7 - 10 septembre

Renseignements :

- Centre di documentazione anarchica, 9 via Tonzig, Padova. Tél. : 19.39.49.8070124.
- Gruppo anarchico Emma-Goldman, 46 corso Palermo, 10152 Torino. Tél. : 19.39.11.857850.

DANS LE MONDE
DANS LE MONDE

Le mouvement anarchiste aux Pays-Bas

En mai dernier, dans notre supplément hors-série n° 1000, nous avons fait une présentation d'un certain nombre de titres de la presse libertaire internationale. Un lecteur d'Amsterdam nous apporte des précisions sur le mouvement anarchiste aux Pays-Bas.

AUX PAYS-BAS, il existe un réseau anarchiste national, dont les réunions sont très peu fréquentées (environ une quinzaine de personnes à chaque fois). Ses membres ne font pas grand chose. Ils n'ont même pas une publication. Ce réseau est une sorte de lieu de rencontre informel pour des gens qui se disent anarchistes. Qui n'ont même pas un programme politique. Le nom de ce réseau est Landelijk Anarchistisch Samenwerkingsverband (Réseau national de coopération anarchiste) ou LAS.

Dans le nord du pays, il existe une organisation régionale, le Noordelijk Gewest van Vrije Socialisten (Région nordique des

socialistes libertaires) ou NGVS. Ses membres organisent, chaque année au week-end de Pentecôte, une manifestation informelle. C'est une tradition qui remonte aux années 20. A cette époque, le mouvement antimilitariste était assez fort. En 1933, ses partisans avaient acheté un terrain parce que les autorités avaient interdit leurs réunions. Bien qu'il existait une loi en faveur de l'objection de conscience depuis 1923, beaucoup de gens refusaient de s'en servir et ils étaient condamnés à deux ans de prison. Il y avait donc une forte mobilisation d'où naquit le NGVS, mais maintenant la plupart des gens investis sont âgés. Leur publication trimestrielle, *Recht Voor Allen Van Onderop* (Justice

pour tous ceux d'en bas) est d'une piètre qualité. Il existe également dans le nord une organisation rivale, le Noordelijk Genootschap van Vrije Socialisten (Association nordique des socialistes libertaires), qui publie également un trimestriel, *Recht Voor Allen* (Justice pour tous). L'explication de la rivalité entre ces deux groupes serait une longue histoire à raconter, et je pense que même les principaux acteurs ne savent plus eux-mêmes quelles en sont les causes. La plupart des gens qui participent à ces groupes sont de vrais vieux militants ouvriers anarchistes.

Il existe d'autres publications. Elles sont toutes l'œuvre d'une nouvelle génération. Le trimestriel *AS* (pour anarcho-socialiste) est publié à Rotterdam. C'est la publication d'une équipe indépendante, composée d'intellectuels. Presque tous les rédacteurs sont les employés d'une université. Le contenu de ce trimestriel est de nature théorique. Plusieurs des rédacteurs sont adhérents à un

parti politique. Leur anarchisme est assez révisionniste. Leur propre dénomination est « pragmatique ». Ils sont en faveur d'un... « Etat libertaire » !

On trouve également *Buiten de Orde* (Hors d'Ordre), une publication d'un groupe anciennement syndicaliste. Le groupe s'appelle *Vrije Bond* (Union libre). Ça n'est pas une publication anarchiste au sens strict du terme, mais ses animateurs publient des articles sur l'anarchisme. Un de ses rédacteurs est le propagateur d'un « anarchisme post-moderniste », c'est-à-dire qu'il fait une distinction entre l'anarchisme et l'anarchie. L'anarchisme comme idéologie est, à son avis, démodé.

A Amsterdam, il y a *De Raaf* (Le Corbeau). C'est la publication trimestrielle d'un groupe appelé Fédération anarchiste d'Amsterdam (FAA). Depuis peu, notre équipe du *Vrije Socialist* collabore avec ce groupe. *De Raaf* publie des articles émanant de tous les groupes et individus libertaires. A Amsterdam, il existe encore un

hebdomadaire extra-parlementaire qui publie quelquefois des articles sur l'anarchisme, *NN* (ce qui signifie *nomen nescio*, suspect inconnu). Le contenu de ses articles sont également de nature post-moderniste.

PETER ZEGERS
(Vrije Socialist - Amsterdam)

Contacts

- AS, BP 43, 2750 AA Moerkapelle.
- *Buiten de Orde*, BP 1338, 3500 BH Utrecht.
- *De Raaf/FAA*, BP 51217, 1007 EE Amsterdam.
- LAS, BP 189, 7800 AD Emmen.
- NGVS/*Recht Voor Allen*, BP 48, 8430 AA Oosterwolde.
- NGVS/*Recht Voor Allen van Onderop*, BP 37, 8426 ZM Appelscha.
- NN, Van Ostadestraat 233n, 1073 TN Amsterdam.
- *Vrije Bond*, BP 61523, 2506 AM Den Haag.
- *Vrije Socialist*, BP 713, 1000 AS Amsterdam.

ESPAGNE

« Un puits pour Los Arenalejos »

(souscription internationale)

La sécheresse frappe durement l'Andalousie, au point que nos compagnes et compagnons de la collectivité rurale Los Arenalejos ont été conduits, le 1^{er} août, à lancer auprès du mouvement anarchiste un appel à la solidarité financière. Une souscription internationale est donc ouverte, pour leur permettre de poursuivre leur labeur.

Depuis 8 ans qu'elle fonctionne, jamais la collectivité rurale libertaire Los Arenalejos (siège de la future fondation pour l'investigation et le développement de l'écologie sociale) n'avait souffert un pareil désastre.

En plus, à cause de l'absence de pluie, le volume de la *acequia* (la rigole qui nous fournit de l'eau) s'est réduit des deux tiers.

Malgré tous nos efforts pour éviter l'évaporation de l'eau par les techniques de l'agriculture biologique telles que la permaculture et le *mulching* (paillage), beaucoup d'arbres fruitiers parmi les 500 irrigués sont condamnés à mort par la sécheresse. De plus, nous manquons d'eau potable.

Bien sûr, il nous faudra continuer à économiser de l'eau en mettant, par exemple, en place des techniques de recyclage des eaux résiduelles pour l'arrosage. Mais tous ces palliatifs restent insuffisants.

Seul un puits, situé dans la partie la plus basse de la *fincas* (l'exploitation) peut sauver les plantations, et nous fournir l'eau potable indispensable. Mais creuser un puits signifie aussi bâtir, installer une pompe et des tuyaux pour monter l'eau jusqu'à l'*alberca* (le réservoir). Un chantier chiffré à plus ou moins 50 000 francs français. Tout cela est très cher pour nous. Trop cher...

Collectivité autonome, Los Arenalejos ne bénéficie d'aucune subvention. Nous n'avons pas pour habitude de tendre la main pour demander l'aumône. Nous faisons seulement appel à votre solidarité quand le montant d'un outil ou d'une infrastructure dépasse nos propres capacités. C'est ainsi qu'il y a 4 ans, nous avons recueilli en souscription 100 000 FF, pour un tracteur qui continue à nous rendre de bien bons services.

Nous vous demandons donc de nous aider. Même si pour vous,

c'est peu de chose, pour nous ce sera beaucoup.

Ce sont les petits ruisseaux qui font les grandes rivières et c'est, pour le coup, vraiment le cas de le dire.

LOS ARENALEJOS

N.B. : si vous voulez en savoir plus sur notre collectivité, écrivez à Los Arenalejos, lista de correos, 29567 Alozaina, Malaga, Andalousie (Espagne).

Les modalités de la souscription

Versez vos dons accompagnés de la mention « Un puits pour Los Arenalejos ».

- Pour l'Espagne et les autres pays, au compte de la banque Caja Rural Tolox, n° 3072-335-59-20219645, au nom de Florian Macaró Romero.
- Pour la France, chèque à l'ordre de l'école libertaire Bonaventure, 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron.
- Pour la Belgique, sur le compte du journal *Alternative libertaire*, CGER 001-0536851-32, 2, rue de l'Inquisition, 1040 Bruxelles.

PAU :
SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE BASQUE

Contre les violences policières Pour le droit à manifester

Le 1^{er} juillet dernier, le gouvernement espagnol prenait en charge la présidence de l'Union européenne qui a été tenue par l'exécutif français pendant le premier semestre 1995. A cette occasion, le vendredi 30 juin, une trentaine de militants du Comité Euskadi s'étaient rassemblés pacifiquement devant le consulat d'Espagne de Pau pour dénoncer le comportement de cet Etat qui utilise le GAL, qui viole les droits de l'homme, qui torture, qui disperse 600 prisonniers politiques et les soumet à des conditions de vie inhumaines.

Alors que les manifestants s'étaient approchés du consulat en déroulant une banderole où il était écrit : « L'Espagne torture en Pays Basque », les policiers du commissariat de Pau, épaulés par des CRS et des policiers en civil, ont chargé violemment, interdisant même à un journaliste de prendre des photos. Non contents de disperser les gens présents, ils ont isolé plusieurs manifestants pour les frapper violemment à coups de poings, de pieds et de matraques.

Cinq blessés (dont un avec quatre dents cassées, traumatisme crânien, contusions multiples...) ont été évacués sur le centre hospitalier de Pau. Plainte a été déposée auprès du Procureur de la République avec des interruptions de travail temporaires. Maître Blanco a été désigné pour représenter les victimes.

Devant la gravité de ces événements, le Comité Euskadi a tenu à condamner ces actes de violence et continuera, malgré toutes les pressions, menaces et violences faites à ses militants, à dénoncer la torture, le scandale du GAL et le caractère antidémocratique de l'Etat espagnol.

Une manifestation s'est tenue le vendredi 7 juillet, devant le consulat d'Espagne, place royale, en réaction à la violence encourue.

COMITÉ EUSKADI
(2, côte de la Fontane, 64000 Pau)

NOUVELLES DE LA CAMPAGNE POUR SAUVER MUMIA ABU-JAMAL

« Halte à l'exécution de Mumia Abu-Jamal ! Abolition de la peine de mort raciste ! » (*)

SURNOMMÉ « LA VOIX DES SANS VOIX », Mumia Abu-Jamal est journaliste, noir et enfermé dans le couloir de la mort pour un crime qu'il n'a pas commis. Ses avocats, les comités pour sauver la vie de Mumia, les syndicats et de nombreuses personnalités dénoncent le « lynchage légal », l'« appareil de répression raciste », l'« Etat qui criminalise les activités des activistes politiques pour les réduire au silence » et « la croisade contre Jamal » des flics de Philadelphie. Le 2 juin, le gouverneur de Pennsylvanie signe l'ordre d'exécution, par empoisonnement, fixée au 17 août.

Depuis février, les *Chroniques rebelles* ont dénoncé la parodie de justice dont était victime Mumia Abu-Jamal, ex-membre du Black Panther Party, pour s'être élevé contre le système raciste et inégalitaire qui sévit aux Etats-Unis, de même que les conditions désastreuses des prisonniers politiques aux Etats-Unis. Dès juin, la mobilisation s'organise : une manifestation le 7 juin devant l'ambassade des Etats-Unis à Paris ; des rassemblements aux Halles, rue Lescot ; un point d'infor-

mation hebdomadaire avec le Comité de défense sociale (CDDS) sur Radio Libertaire ; un forum à la librairie du Monde Libertaire le 8 juillet ; des concerts... La mobilisation s'amplifie au plan national et international pour obtenir un sursis à l'exécution et la révision du procès. La campagne unitaire (1) arrache le sursis pour un temps indéfini et les avocats obtiennent l'audition de témoins importants qui avaient jusqu'alors fait l'objet de pressions policières et d'intimidations.

La campagne internationale de protestation a momentanément stoppé la main du bourreau, faisons en sorte que la mobilisation continue sa pression lors de la reprise d'audience, le 11 septembre, pour la libération de Mumia Abu-Jamal.

C.P.

(« Chroniques rebelles » - Radio Libertaire)

(*) Revendication des Américains-africains.

(1) CDDS, FA, MRAP, Ras l'Front, Comité de défense de droit de l'homme et des libertés, Comité de soutien aux prisonniers politiques aux Etats-Unis.

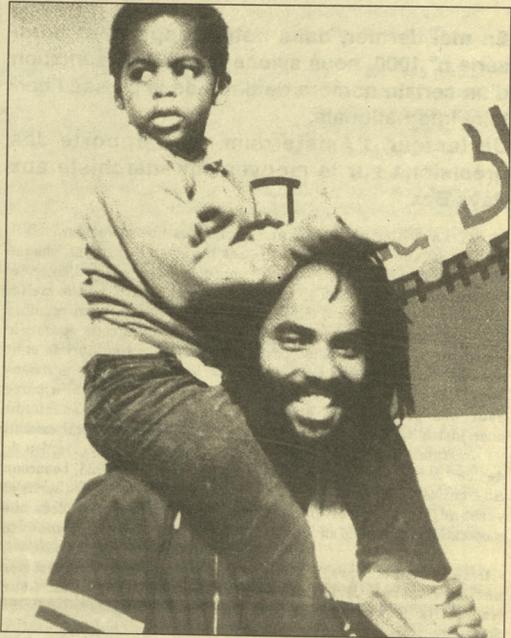


Photo : Comité de défense sociale.

La suspension

En fin de matinée, le 7 août 1995, le juge Sabo a surpris plus d'une personne présente au tribunal en décrétant une suspension d'exécution, citant des « appels en instance » dans l'affaire.

La décision, qui ne semble pas avoir étonné les membres du ministère public, a provoqué un profond étonnement au sein de l'équipe de la défense, alors que leur client

n'était plus qu'à dix jours de son exécution, et qu'ils n'espéraient rien du juriste bourru et acerbe. Des observateurs affirmèrent qu'il s'agissait de la première suspension dans toute la carrière du juge.

Des questions abondent, entre autres : qu'est-ce que cela veut dire ?

Pour simplifier, une suspension est un signe d'arrêt judiciaire, et dans ce cas, elle suspend un mandat d'exécution.

Nous ne devons toutefois pas oublier que l'accusé doit rester dans le quartier de la mort, et que la sentence de mort n'a pas été annulée ; seule la date de l'exécution a été modifiée.

L'Etat de Pennsylvanie a encore l'intention de me tuer, mais pas tout de suite. Ainsi, la suspension est une victoire partielle, pas seulement pour les Jamals et les Africains, mais aussi pour les centaines et les

dizaines de centaines de personnes de tous les coins du globe. A tous, nous adressons nos remerciements du fond du cœur, pour leurs actions et leurs protestations !

Longue vie à John Africa !

Quoique de nombreux radicaux et progressistes aient exprimé leur joie à l'annonce de cette suspension, d'autres analystes politiques y ont vu une manœuvre adroite d'un juge intelligent qui a fait ce que des tribunaux supérieurs auraient fait de toute façon et qui, ce faisant, a tenté d'émousser l'ardeur de la masse croissante des adversaires de la peine de mort, à Philadelphie et au-delà, temporisant ainsi une série de manifestations de soutien.

Quelqu'en soient les raisons, utilisons ce précieux temps pour construire un mouvement plus fort et plus important, non pas pour que l'on « suspende » une exécution, mais pour qu'on les arrête toutes !

A mort la peine de mort raciste américaine !

En un temps où l'Afrique du Sud, longtemps considérée comme un paria par la communauté internationale, a aboli la peine de mort perçue comme un affront au droit inhérent à la vie, notre tâche ne peut pas être de suspendre (ou de temporiser) l'exécution d'un homme. Non ! Il faut se mobiliser dans tous les pays — la Communauté européenne, l'Australie, l'Afrique du Sud... — pour une abolition totale de ce vestige raciste et l'« arbre de lynchage » et de toutes les formes de meurtres étatiques.

Cela nécessitera le pouvoir du peuple — vous, nous, tous — pour parvenir. Nous pouvons y arriver.

Si vous vous sentez vraiment concernés, nous y arriverons. Je sais que je fais ma part du travail... m'y aiderez-vous ?

Cette suspension n'est que le premier pas, quoique dans la bonne direction, de notre longue marche vers la liberté.

Peu importe où vous vivez, il y a un groupe de soutien près de vous ; contactez « Concerned Family ans Friends », au 19. 44 (215) 476.8812 (Etats-Unis).

Nous nous renforçons. Merci à tous.

MUMIA ABU-JAMAL
août 1995

Sauvons Mumia Abu-Jamal
RASSEMBLEMENT
Vendredi 8 septembre
18 h 30
Ambassade des USA
2, avenue Gabriel
(M^o Concorde).
A l'appel de la FA,
du CDDS, du PCF,
de la CGT et du MRAP.

A LA PETITE SEMAINE

L'épuration sociale

Il existe dans ce pays de réelles chasses gardées, quelque chose comme des camps retranchés sur lesquels flotte majestueusement le drapeau tricolore de la démocratie, véritables territoires interdits depuis des décennies à tout individu étranger à la caste des « gens aisés » (c'est ainsi qu'il convient d'appeler désormais les riches). L'épuration n'est là ni ethnique, ni religieuse, ni politique (car on peut être de gauche et, comme le dit le bas peuple, péter dans la soie), mais sociale.

C'est une très sérieuse étude intitulée *Le recrutement social de l'élite scolaire depuis quarante ans* qui l'affirme. Depuis le début des années 50, en effet, pas l'ombre, ou si peu, d'un jeune de condition modeste à l'ENA, l'Ecole polytechnique ou HEC.

On nous dit par ailleurs que c'est bien dommage. Est-ce si sûr ? Car de la même façon que l'antinationnaliste discerne mal où est le progrès dès lors qu'il s'agit de se faire botter le cul par un compatriote et non plus par un étranger, nous voyons mal ce que de bons petits jeunes gens issus du bas de l'échelle pourraient devenir d'autre que des salopards parasites dans ces lieux conçus pour les fabriquer. ♦

FLORÉAL

Associations

PARIS : PRÉSENTATION DE

« LA BONNE DESCENTE »

Le vendredi 8 septembre, à 20 h, une réunion-débat de présentation du local *La Bonne descente* aura lieu autour du thème : « Espaces collectifs, pour quoi faire ? ».

« La Bonne descente », 64, rue Rébeval (M^o Belleville), 75019 Paris.

PARIS : LETTRE D'INFO. DE L'AVFT

L'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail vous propose sa *Lettre d'information* trimestrielle (droit, sexisme au quotidien, AVFT en actions, lecture de la presse, biblio-

graphie...). Elle coûte 30 F. Pour se la procurer, contactez l'AVFT, 71, rue Saint-Jacques, 75005 Paris. Tél. : (1) 45.84.24.24. Fax : (1) 45.83.43.93.

LORIENT : OBJECTION DE CONSCIENCE

Formation d'un groupe d'objecteurs de conscience sur Lorient dans le but d'informer sur l'objection de conscience, de développer une objection active et radicale (notamment le soutien aux réfractaires — insoumis et déserteurs).

Permanence à la **Maison pour Tous de Kervenanec** (2, rue Maurice-Thorez), le mardi de 19 h à 21 h.

MARSEILLE : R.I.R.E

Le n° 4 (juillet/août) de *R.I.R.E.*, revue du Réseau d'info. aux réfractaires, est toujours disponible. Prix : 10 F (abonn. : 60 F ; étranger : 80 F. Chèque à l'ordre de JO/RIRE).

R.I.R.E., 33, rue Coutellerie, 13002 Marseille.

THONVILLE : LE « CALM » SUR RADIO BEFFROI

Le Collectif d'actions libertaires multilatérales (CALM) anime chaque mercredi, de 19 h à 20 h, l'émission « Antidote » sur Radio Beffroi (95.2).

Pour tout contact, écrivez à : « Antidote » c/o Radio Beffroi, BP 222, 57106 Thionville cedex.

ANDRÉ LAUDE

« La mort d'un poète est toujours une énorme catastrophe »

(déclaration faite par Maïakovski à la mort du poète Sergueï Essenine)

ANDRÉ LAUDE s'est noyé dans un puits d'alcool noir et rouge. Noir comme notre peine et rouge comme notre sang ; André Laude est mort le 24 juin 1995, à Paris.

Laude aurait pu naître dans l'Aude. Il est né le 3 mars 1936 à Aulnay-sous-Bois.

Sa biographie enchantée et imagée parue dans un de ses romans (*Rue des Merguez*) raconte que c'est Saint-John Perse qui l'incita à écrire, et qu'il fit des études de théologie à Zurich...

Sa biographie désenchantée et réelle est un livre strié de noir, où l'on retrouve les mots guerre, mort, blessures, sexe et sang ; l'un permettant, le temps d'une fulgurance, d'oublier l'autre qui se répand un peu partout dans le monde.

Sa biographie désenchantée est marquée par le doute, une identité multiple qu'il aime cultiver tout au long de sa vie ; le goût de brouiller les pistes et celui, non moins certain, de raconter avec talent des histoires...

Histoire du sang qui coule dans ses veines ; sang d'une mère juive polonaise morte dans un camp d'extermination, à 22 ans, dont il libérera le souvenir dans *53 polonaises, poèmes*. « *A Katowice Olga Katz berce un enfant/l'enfant lumineux du désastre...* ».

Son père, lui, est occitan (« *Occitanie oubliée d'elle-même/Occitanie réveillée, debout, encore étonnée de se voir vivante* » [1]). Parti se battre avec les brigades internationales en Espagne, il rentrera en France pour reprendre un travail d'ouvrier humilié, en banlieue. A ses côtés, André Laude découvrira très jeune la haine et la révolte, et ne tardera pas à voler de ses propres ailes. Très vite, il va rencontrer les idées libertaires et la poésie. Ces deux rencontres capitales dans sa vie, il les fera à travers deux hommes : Michel

Donnet, alors militant à la Fédération anarchiste, et Serge Welens, féru de poésie et fils d'une librairie à laquelle André Laude avait l'habitude d'« emprunter » des livres.

Mais la mort est tatouée sur la peau de Laude. La guerre d'Algérie va laisser dans sa chair et son esprit des marques de tortures et de douleurs inexpugnables pour avoir crié trop haut, trop fort, contre les chacals et les chiens colonialistes... Pour lui apprendre à se révolter, sans doute ! Lui qui n'a pas grand chose à apprendre dans ce domaine. Son chemin, plein de chaos et de femmes aimées, désirées, haïes, croisera aussi celui d'André Breton, de Benjamin Peret, ou bien encore ceux des frères Prévert.

Sa personnalité poétique s'est construite « au niveau universel ». « *J'ai toujours beaucoup appris en dehors des frontières françaises* », disait-il. On retrouvera dans nombre de ses livres l'évocation de l'Amérique latine, des pays arabes, Cuba, l'Asie... pays sous le joug d'une dictature, avec leurs lots de crimes et de sang. Encore le sang des poètes. Celui d'Abdellatif Laâbi, par exemple, et de tant d'autres...

Laude écrit. Il écrit au Monde. Il écrit un peut partout. Il écrit pour ne pas trop crever de faim. Il écrit surtout comme on se brûle, comme on déchire un tissu. Ecorché vif, il « se laisse pousser la barbe pour cacher les cicatrices ». En 1975, après avoir rédigé, seul deux numéros des *Nouvelles littéraires* consacrés à 50 ans d'activité littéraire en France, il pense pouvoir se « poser un peu » dans cette maison. Mais le poste proposé sera finalement confié à un jeune homme de 23 ans, alors peu connu, Jérôme Garcin. Relégué dans l'ombre, André Laude ne se remettra jamais tout à fait de ce camoufflet. La biographie qu'il

prévoit sur les frères Prévert ne verra jamais le jour. Quelque chose en lui s'est définitivement brisé.

Ces dernières années, bien que toujours porté par des idées libertaires qu'il ne reniait pas, il n'hésitait pas à dire : « *Je sais que mon utopie ne triomphera jamais* ». Pour rajouter aussitôt : « *Mais je dois me battre, le dos au mur, pour rappeler jusqu'à la dernière seconde, avant que je ferme définitivement les yeux, avant que je devienne poussière et rien, rappeler qu'il est du devoir de l'être humain, sans cela il est un singe, il est moins que rien, il n'est même pas un caillou puisqu'un caillou est essentiel, de se battre, au nom de ce qui n'est pas nommable,*

au nom de cette chose qui brûle en lui et qui est sa marque, sa noblesse, et qui le fait prince même s'il est en haillons » (2). Et c'est là toute la force et la beauté de l'œuvre d'André laude. Derrière ces mots qui évoquent souvent la mort, se cache cette lutte désespérée de celui qui veut rester debout, et nous incite à le rester, à ses côtés.

Aujourd'hui, beaucoup de ses livres, de ses recueils de poésies sont introuvables, souvent épuisés. Aujourd'hui, on se fout des poètes. On ne les aime pas. Ils n'entrent en rien dans cette belle société qu'on nous prépare. Ils ne connaissent ni ne reconnaissent les mots profit, commerce, rentabilité, soumission à l'autorité.

Laude est mort. mais qu'on ne dise jamais que c'était un poète maudit. Ce qui est maudit, c'est cette putain de société qui ne sait plus écouter. Une société qui tue ses poètes en les réduisant au silence majuscule de l'indifférence est une société qui est condamnée à l'inhumanité.

La mort d'un poète est toujours une énorme catastrophe... L'oublier en serait une encore plus grande.

YTAK

(1) André Laude, tiré de son livre *Occitanie, premier cahier de revendication*.

(2) In *Comme une blessure rapprochée du soleil*, éditions La Pensée sauvage, collection La Peau des mots.

EXPOSITION D'ENCRE

F a c i è s

La peinture est pour moi un mode d'expression inconnu ou presque. C'est en 1992 que j'ai acheté quelques feuilles de papier, de l'encre et des pinceaux. J'écrivais un ensemble de nouvelles. L'une de ces nouvelles se déroulait chez un type détestable, un délateur, un personnage tragi-comique. Comme il m'apparaissait que j'étais incapable de suggérer l'horreur avec assez de force, je le peignis, et le fond du personnage m'apparut tel que je le devinais. Je trouvais dans cette immédiateté une force magique dont je n'avais pas soupçonné l'existence.

Disons que je suis un chapeardeur d'instantané, un voleur d'images. Il y a des scènes que l'on peut photographier et des scènes qui exigent qu'on les explore longtemps avant d'en voir sortir le véritable instantané. Quand on est écrivain, on ne peut négliger la réalité du sens. Les vrais peintres vont au-delà de ce que je tente. Mon sujet n'est pas la peinture. Je cherche à transmettre une vision stupéfiante. Lorsque je sors de chez moi et que j'entreprends d'observer, cela ressemble à certaine chasse primitive. Je couvre quelquefois des distances considérables sans rien voir qui m'allume l'esprit. Une autre fois, ce sera l'inverse. Je ne prends jamais de croquis. J'attends que le sujet me saute aux yeux et, sans transition, je m'en imprègne, je le revis de l'intérieur, je l'aide à macérer jusqu'à ce que s'impose la nécessité impérative de lui rendre un dehors. La réalisation est ensuite très rapide et très souvent ratée. Il faut s'accommoder de cet échec. Il est le trajet. Parfois la chose est là, tout de suite, et alors ce que je pense devient visible. La vision est dans l'image. Quelques connaissances techniques me permettraient sans doute d'opérer moins confusément, mais comme je redoute qu'elles m'embarrassent ou qu'elles me conduisent à satisfaire un dessin qui n'est pas le mien, je ne tiens aucun compte du savoir accumulé. Je fais comme si, né dans un monde sans mémoire, il me fallait inventer la mienne. Je pense que la vision crée la mémoire ou que, plus exactement, elle est un effort qui participe à sa création. Mon opinion est aussi que chacun possède, avec plus ou moins de force, la capacité de vision, de reconnaissance. Car il

s'agit au bout du compte de préserver une certaine identité du regard, de signifier : « Vous me présentez la réalité sous cet aspect, très bien, mais moi, je la vois sous cet aspect ». J'exerce en somme le droit de regard qui m'a été donné à la naissance ; un droit naturel que personne n'est habilité à contester.

Je ne peins que des visages et le plus souvent des faciès. La beauté m'est interdite, et si quelquefois elle traverse tout de même les horreurs qui surgissent de ma main, c'est que l'humain, dérisoire mais attachant, y a laissé de sa présence.

Je répète que je ne suis ni peintre, ni caricaturiste bien que beaucoup de mes encres fassent penser à de la caricature. Comme le caricaturiste, c'est pourtant l'esprit de la situation que je cherche à capter. Je suis en quelque sorte un caricaturiste anonyme, explorant un univers anonyme. Quoique d'une façon différente, il me semble que l'écriture et la peinture ont en partage d'atteindre une vitesse qui réussit à vous couper d'un savoir proliférant qui devient tout à coup inutile, qui ne rend pas du tout compte de ce qu'est la réalité, qui ne dit rien de la force qui tient le tout et de sa cohérence au cœur même de l'absurde. Alors, l'inattendu peut advenir. Je ne connais rien de plus tonifiant. Derrière l'image, le point marqué, une porte s'ouvre sur l'espace. Ce qui a été vu est maintenant évacué, un fait dont personne ne pourra nier l'existence, même si la trace reste à jamais enfouie au fond d'une cave. Le scandale de l'histoire, l'imposture de l'universel monologue sont démasqués. La lucidité brille comme le tranchant d'une lame. Les impasses que l'écriture explore, la peinture quelquefois les ouvre.

CLAUDE MARGAT

Les peintures de Claude Margat sont exposées jusqu'au 9 septembre au **Maldoror, 10, rue du Grand-Prieuré (M^e Oberkampf), 75011 Paris**.

Des rencontres avec l'artiste auront lieu le samedi 9 septembre sur Radio Libertaire (89.4), à 10 h 30, à la **librairie du Monde Libertaire (145, rue Amelot [M^e Oberkampf], 75011 Paris)**, à 15 h 30 et, à 17 h, au **Maldoror**.

Lire André Laude

Le livre *Comme une blessure rapprochée du soleil* (rassemblant des poèmes souvent introuvables et des inédits), les romans *Joyeuse apocalypse* (éd. Stock 2), *Rue des Merguez* (éd. Plasma), *Liberté couleur d'homme* (éd. Encre) sont tous épuisés.

En poésie, on peut se procurer ses deux derniers recueils : *Feux, cris et diamants*, publié il y a quelques mois par les éditions Albatroz, ainsi que *53 polonaises*, sorti chez Actes Sud en 1982. Les autres, comme le *Testament de Ravachol* ou *Occitanie, premier cahier de revendication*, sont épuisés.

La revue Albatroz lui a consacré un numéro spécial (épuisé). Thierry Maricourt, dans son *Histoire de la littérature libertaire en France* (éditions Albin Michel), lui a consacré un chapitre entier.

Enfin, des rééditions de sa poésie et de ses romans sont en projet chez plusieurs éditeurs.

PÉKIN

Les enjeux de la IV^e Conférence mondiale sur les femmes

LA QUATRIÈME conférence mondiale sur les femmes qui s'ouvre ce 4 septembre (1) suscite un intérêt exceptionnel chez tous les observateurs médiatiques, politiques, économiques, religieux mais bien sûr aussi chez tous ceux et celles qui luttent contre les inégalités faites aux femmes dans la société. Rappelons que sans les mouvements féministes des années soixante-dix, jamais une conférence mondiale n'aurait parlé exclusivement des femmes. L'ONU décide que 1975 serait l'année internationale des femmes et Mexico le siège de la première conférence mondiale sur les femmes avec pour thème principal : égalité dans l'éducation et l'enseignement. La seconde conférence se tint à Copenhague en 1980 et traita du rôle et de l'apport des femmes pour sortir du sous-développement. La troisième, à Nairobi en 1985, aborda la question de la paix dans le monde.

Dix ans après l'adoption à Nairobi de "Stratégies prospectives pour la promotion de la femme d'ici l'an 2000", la Conférence de Pékin (*Beijin* en chinois) a pour thème "Egalité, développement et paix" : il s'agit de faire le point sur les progrès réalisés et de définir les champs d'actions prioritaires aujourd'hui. Ces débats sont prévus de s'organiser autour de la lutte contre la pauvreté féminine, de l'élimination de la violence contre les femmes, de la promotion de leur indépendance économique et de leur pleine participation à la prise de décisions.



Guatemala, octobre 1991 : manifestation de femmes à l'occasion de la rencontre de Xelajú. Photo F. Mignot.

A ce jour, trois points méritent d'être soulevés. En premier lieu, tout comme la Conférence du Caire en 1994, le phare médiatique posé sur cette conférence révèle la place indéniable des femmes dans la société et dans l'économie mondiale. Apparaît ainsi une curieuse convergence entre les forces qui revendiquent l'autonomie des femmes pour leur dignité et pour la justice mais aussi pour leur survie, et le milieu capitaliste qui prend conscience de son intérêt à les promouvoir comme actrices économiques puisqu'elles apparaissent en maintes zones incontournables

pour le développement local et pour la stabilité sociale.

En second lieu, un effort gigantesque a été réalisé pour la préparation, même si de grosses lacunes commencent à découvrir la volonté ambiguë des organisateurs, comme le refus de traduction en certaines langues excluant de fait des débats un grand nombre de participantes. En effet, sous la coordination de la Division de la promotion de la femme des Nations Unies, divers rapports, études, colloques, conférences et séminaires ont participé à la préparation de la Conférence de Pékin. Non seulement, des données et des chiffres ont été rassemblés éclairant la situation des femmes (2), mais les organisations de femmes ont pu trouver un cadre pour se rencontrer. A la grande messe de la capitale chinoise, 40 000 participantes et participants sont attendus dont près de 30 000, rien que pour le forum des organisations non-gouvernementales (ONG), il en sera de même pour échanger.

En dernier lieu, l'intensité et l'ampleur des travaux préparatifs vont être considérablement réduites dans les conséquences pratiques car les opposants aux droits des femmes n'ont pas oublié, de leur côté, de préparer une guerre ouverte, qui sera d'autant plus féroce que les oppositions viennent de toutes parts. Par exemple, le gouvernement chinois refuse bon nombre de visas et ne donne pas tous les moyens de réussir. D'importantes organisations de femmes n'ont pu obtenir un visa, ainsi les tibétaines, les taiwanaises et les nigériennes, entre autres, seront absentes de la Conférence. Et le gouvernement chinois n'a-t-il pas décidé de placer le forum des

organisations non-gouvernementales, là où les rencontres sont les plus fructueuses et les plus radicales, à Huairou, distant de 53 kilomètres de Pékin ? Comment, dans ces conditions, les réflexions des unes (organisations non-gouvernementales) pourraient irriguer et influencer les décisions des autres (gouvernements et institutions) ? Autre exemple, la délégation française sera conduite par Colette Codaccioni et Bernadette Chirac a été choisie par les Nations Unies comme invitée pour la région Europe. Quelle représentation pour la France ! Quant à celle qui est le rapporteur général de la mission française, Claire Aubin, elle craint que les débats y soient fortement marqués par les oppositions Nord-Sud et Occident-Islam : "On peut d'ores et déjà prévoir que les pays en voie de développement vont pousser les questions de dette et d'ajustement structurel, qui ne sont pas des questions spécifiquement féminines." (3). En quoi lorsqu'on parle de développement dans une conférence mondiale sur les femmes, ces questions ne devraient-elles pas être abordées alors que 70% des pauvres dans le monde entier sont des femmes et que sur la planète, l'ensemble des femmes effectue les deux-tiers des heures

de travail payées et non payées. Autre opposition de taille, les délégations religieuses. Le Centre de recherches islamiques, présidé par l'imam de la mosquée El Azhar, estime que "la conférence fait partie d'une série de tentatives visant à imposer un style de vie contraire aux valeurs religieuses et aux barrières morales, qui ont empêché beaucoup de peuples de sombrer dans la dépravation sexuelle et le déséquilibre psychologique." De son côté, le Vatican enverra 13 femmes à la conférence chinoise sur un total de 21 représentants. Surnoisement, le Saint-Siège se démarque du camp des fondamentalistes musulmans auquel il avait été associé au Caire, en défendant l'exigence de dignité de la femme face à la pauvreté, à la maladie ou à la guerre. Mais d'un autre côté, il regrette que le thème de la famille soit si rarement évoqué, alors même qu'en moyenne neuf femmes sur dix se marient et cinq sur six ont des enfants, de l'autre, il voudrait que le travail de la femme au foyer soit plus valorisé dans les civilisations occidentales et que le combat contre l'avortement vise aussi la responsabilité de l'homme et de la société. On ne doit pas oublier que pour la femme, "l'essence même de sa féminité : son droit d'être mère et de l'assumer" (4). Quant à l'Etat iranien, il a annoncé qu'il enverrait 300 femmes voilées.

Voilà qui en dit long sur les enjeux de cette conférence.

HÉLÈNE HERNANDEZ
(groupe Pierre-Besnard - Paris)

Conférence de Pékin : la Chine exclue les femmes de « seconde zone ». La France cautionne !

LE 21 JUILLET au ministère de la Solidarité entre les Générations, trois actupiens interpellaient Hélène Gisserot, responsable de la délégation gouvernementale française se rendant à Pékin et coordonnatrice des associations et ONG, dans le cadre de la IV^e Conférence Mondiale sur les Femmes en Chine.

Act Up-Paris félicite M^{mes} Gisserot et Codaccioni pour leur consternant misérabilisme en matière de droit des femmes et leur décerne la mention spéciale de la conscience politique déçue : les femmes séropo. sont exclues de la Conférence ; elles sont plus de 50 000 en France à qui le ministère de la Solidarité entre les Générations a répondu le 15 juin dernier : « les formulaires de la quarantaine sanitaire ne seront pas contrôlés mais ne seront pas retirés du circuit des formalités d'arrivée à Pékin » !

Les lesbiennes chinoises encourent jusqu'à la peine de mort, mais les visuels collectifs restent « un mode de réinsertion sociale » très persuasif !

Les femmes tibétaines sont battues, violées, torturées, soumises à des politiques de stérilisation forcée. Qu'à cela ne tienne. Elles ne constituent qu'un tiers des prisonniers politiques tibétains de la Chine !

Le forum des ONG rélégué à 50 kilomètres de Pékin prive l'entier tissu associatif de toute visibilité politique et médiatique !

Les décisions gouvernementales prises à l'issue de la conférence n'auront aucun effet obligatoire : cela suffit à la mollesse du gouvernement français !

Non, mesdames, les « pseudo-féministes » ! Toutes les femmes n'acceptent pas vos compromis dégueulasses !

Lutter contre le sida, c'est lutter contre le rejet des femmes séropo ou sidéennes ! C'est lutter contre les répressions sexuelles !

Lutter contre le sida, c'est lutter contre le sexisme.

Le bla-bla, on en a ras la chatte ! Moins de paroles, des actes !

Act Up-Paris

- (1) Le train de femmes pour Pékin est parti le 19 août et est arrivé le 29 pour l'ouverture, le 30, du forum des organisations non-gouvernementales (du 30 août au 8 septembre). La conférence officielle se tient du 4 au 15 septembre.
- (2) On peut utilement se reporter à l'article « Les femmes... si vous saviez », de Nelly Trumel, paru dans le *Monde libertaire* de l'été 1995, hors-série n° 4.
- (3) *Libération* du 11 août 1995.
- (4) Cité dans le *Monde* du 27 et 28 août 1995, par Marie-Claude Decamps.

SOMMAIRE

Page 1 : Non à la menace nucléaire (suite p. 3), Le monde vivant et les essais nucléaires (suite p. 2).
Page 2 : Le monde vivant et les essais nucléaires (suite de la « une »).
Page 3 : De Moruroa à Mistral 95... toujours la guerre, A l'ouest du nouveau, Face au fascisme gérons la ville nous mêmes !, Cent ans de presse libertaire, Non à la menace nucléaire (suite de la « une »).
Page 4 : Souscriptions RL-ML, Un été chaud, Rendez-vous, Billet d'Humeur.

Page 5 : Le mouvement anarchiste aux Pays-Bas, Un puits pour Los Arenalejos, Solidarité avec le peuple basque à Pau.
Page 6 : Campagne en faveur de Mumia Abu-Jamal, A la petite semaine : L'épuration sociale, Association.
Page 7 : Disparition d'André Laude, Faciès.
Page 8 : Pékin : les enjeux de la IV^e Conférence mondiale sur les femmes, Communiqué d'Act Up.